

LA REBELLE

LE JOURNAL DE LIAISON DE LA CRISE

EDITO

S'ORGANISER

Camarades et collègues,
Nous sommes engagé.e.s et mobilisé.e.s dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19.
Aujourd'hui, la pression diminue et un semblant d'activité « normale » redémarre doucement, bien que la crise soit loin d'être finie et reste notre quotidien.
L'investissement de l'ensemble des travailleur.euse.s hospitalier.e.s a permis, malgré le manque d'effectif, de lits et de matériel, aux hôpitaux de ne pas être en rupture complète au pic de l'épidémie.
Ce travail, c'est nous qui l'avons mené. Il ne suffit pas de nous honorer du titre de « héros » et de nous verser une prime pour solde de tout compte. « Pas de retour au monde d'avant à l'hôpital ! » est une aspiration partagée par bon nombre de nos collègues.
Nous n'avons clairement rien à attendre du gouvernement ni des directions hospitalières : rien ne viendra d'en haut. Leur souhait est de fermer au plus vite la parenthèse en gardant leurs vieilles habitudes. Seul un mouvement social profond pourra concrétiser notre aspiration en imposant un changement radical des politiques hospitalières.
Cette perspective pose intrinsèquement la question du syndicat. Si ceux qui nous exploitent et nous oppriment sont organisés, il est vital que nous le soyons aussi. Il est alors crucial, d'autant plus dans cette période, de discuter dans nos services de la nécessité de s'organiser.
Il est vrai que la multiplicité des syndicats, et leurs différents positionnements, peuvent brouiller le rôle que se doit d'avoir un syndicat. Mais nous pouvons militer dans le sens d'unifier autour d'un syndicalisme en adéquation avec nos ambitions d'un réel monde d'après. Ce syndicalisme, comme le disait Pierre Monatte, fondateur de la Vie Ouvrière (qui donnera la NVO), est la manifestation que notre classe entend « *ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation* » et qu'il « *ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action, jamais, ne demeurera tout à fait vaine* ».
Ces mots sont une vraie boussole.
Les militants CGT



« La douche froide »

Les personnels de la santé sont depuis le début de l'épidémie en « première ligne » dans un contexte fortement marqué par le manque de personnel, de lits et de matériel afférant à la gestion de la crise (respirateurs, drogues anesthésiques, matériels de protection...).
La CGT Santé Action Sociale a mené une large enquête auprès de 540.000 salariés des établissements de santé et médico-sociaux, par le biais de ses syndicats durant les mois de mars et avril. L'objectif : lever le voile sur les conditions de travail et sur l'exposition de ces travailleurs alors que la difficulté d'avoir ces éléments à l'intérieur des établissements et auprès du ministère des solidarités et de la santé témoigne d'une forme d'omerta.
Bien que l'enquête n'ait pu amener qu'à un recensement partiel, les résultats sont sans appel : au moins 12 000 personnels de santé ont été contaminés par le Covid-19, dans des proportions onze fois supérieures à celles de la population en général. Et ces chiffres, selon les enquêteurs, sont « *en dessous de la réalité* ».
Fait marquant sans être étonnant, 83 % des salariés ont fait remonter une pénurie de matériel de protection individuelle. Plus inquiétant : 18 % des salariés, notamment dans

les établissements de plus grande taille, déclarent avoir eu connaissance de salariés contaminés maintenus dans leur service.
Au moins une dizaine de personnes seraient décédés, sachant que ce chiffre est « *largement minoré* ».
Pour autant, si cette enquête atteste des moments difficiles, parfois dramatiques, que nous venons de vivre sur la période, et prouve la légitimité de nos revendications, la crise infléchira-t-elle un changement dans la logique budgétaire ? Rien n'est moins sûr comme prétent à croire les propos d'Agnès Hartmann, médecin à l'Ap-Hp et membre du collectif Inter-Hôpitaux. Elle parle de « *douche froide* » quand elle relate le changement de ton de ces derniers jours en ce qui concerne la gestion des lits et des plannings. Selon elle, « *soit les gestionnaires ont reçu d'autres directives [...], soit ils ont repris leurs vieux réflexes* ». Et ce n'est pas le vol des jours de repos (congés, RTT et heures supp) organisé dans de nombreux hôpitaux, comme ici à l'hôpital NFC, qui la contredira.
Mais penser que nous allons accepter en silence, que des applaudissements et cette prime teintée de mépris calmeront notre colère, c'est oublier et sous-estimer notre capacité à nous mobiliser.

DANS CE NUMÉRO

1^{ER} MAI PARTICULIER

VOIX LIBRES

HOMMAGE

“Fier d’être un travailleur de la santé”

Dr Christophe Prudhomme, médecin urgentiste et délégué CGT, a bien raison quand il dit dans son billet d’humeur du 1^{er} mai : « je suis fier d’être un travailleur de la santé en tant que médecin ».

Cette fierté est un véritable trait-d’union entre nous, à l’hôpital bien sûr, quel que soit notre travail, dans la santé en général et au-delà, avec l’ensemble des travailleurs avec lesquels nous formons la classe ouvrière.

Ce sentiment fait écho au tract qu’a publié la CGT de PSA également à l’occasion du 1^{er} mai.

En voici un extrait : « Depuis des semaines, ce sont les travailleurs qui sont à l’honneur et qui sont sur le devant de la scène.

Ce sont les travailleurs qui assurent le fonctionnement de base de la société quand toute l’économie est à l’arrêt. Au-delà du personnel soignant qui fait tout ce qu’il peut pour sauver des vies, ce sont les travailleurs des hypermarchés (caissières, employés de mise en rayon), les travailleurs du nettoyage, essentiellement des femmes et/ou des travailleurs immigrés, de la sécurité des éboueurs, des chauffeurs routiers. La liste des métiers est très longue.

Ce sont les travailleurs les plus mal payés, souvent qui sont le plus dans la précarité qui assurent le bon fonctionnement de base de toute la société.

Ce sont ceux qui les éditorialistes de BFM et Cie appellent avec toute leur ignorance et leur mépris social, les « invisibles ». Pour nous, travailleurs de PSA, ils ne sont pas invisibles. Nous les voyons tous les jours. Ce sont les nôtres, c’est notre camp et nous en sommes fiers ! ».

Oui, soyons fiers d’appartenir à ce camp. Car c’est bien celui-là qui assure le fonctionnement de la société, « pas les premiers de cordée si chers à Macron ! ».

Vive le 1 mai



Vive la lutte de tous les travailleurs



Un 1^{er} mai de lutte au CHS Le Vinatier (Lyon)

Manifestation à l’hôpital Saint-Antoine

Nos collègues de l’hôpital Saint-Antoine (hôpital de l’Ap-Hp, à l’est de Paris) ont manifestés à l’occasion du 1^{er} mai.

C’est masqué, en blouse blanche et dans le respect des mesures barrières, qu’ils sont partis, à plusieurs dizaines dans les rues avoisinant leur hôpital avec pancartes, slogans et mégaphone à la main.

Les marques de soutien furent nombreuses : applaudissements aux fenêtres et aux balcons, klaxons. Des passants ont même rejoint leur cortège.

Il faut dire qu’ils étaient dynamiques avec leurs slogans comme « *De l’argent pour l’hôpital, pas pour le capital* » ou « *Avant la pandémie, nous étions invisibles. Avec la pandémie, on voit bien que ce sont les travailleurs qui font tourner le pays* ».

Et si la police est intervenue, elle n’a pas insisté, car le fait de demander une attestation n’a pas eu d’autre effet que des éclats de rire !

Au CHS Le Vinatier : mobilisés contre la fermeture de lits

Nos collègues de Bron, près de Lyon, sont mobilisés depuis le mois d’avril et dénoncent la gestion de la crise sanitaire qui a engendré depuis mi-mars, trois fermetures provisoires d’unités : deux effectives et une imminente.

« Covid...age de lits, non merci »

Beaucoup craignent à juste titre que la direction n’instrumentalise la crise épidémique pour fermer des lits définitivement en sous-main.

« Mariotti, même Veran te le dit, suspend ton plan d’économie »

Cette dernière, prétextant l’absentéisme dans les équipes (à peine supérieur à l’habitude), cherche surtout à faire des économies. D’autant plus que l’hôpital doit rembourser une dette de 10 millions contractée auprès des banques et des fonds d’investissement.

« Nos patients ont besoin de lits. On ne lâchera rien ! »

Mais nos collègues sont déterminés à ne pas se laisser faire et ont multiplié les journées de mobilisation ; la journée du 21 avril par exemple a rassemblé 150 d’entre eux.

Et le 1^{er} mai, ce sont encore des dizaines de personnes qui se sont réunis sous la pluie pour stopper la politique de casse de la direction.

Nos collègues de la Pitié Salpêtrière ont profité du 1^{er} mai pour porter les revendications de l’ensemble des hospitaliers.

A noter la banderole confectionnée par le graphiste Dugudus.



CAMARADES, COLLEGUES ET LECTEUR.RICE.S ECRIVENT

Médecins libéraux : « personne ne doit mourir en travaillant »

Tous les soirs vers 19h15, sur une chaîne d'info en continu, le directeur général de la santé Jérôme SALOMON, nous fait part de la situation de la pandémie avec un déroulé identique à chaque fois : la situation mondiale, européenne puis arrive sur la situation française et égrène avec la froideur d'un comptable le nombre de nouveaux cas hospitalisés, en réanimation et le nombre de décès. Pendant de nombreuses semaines, étaient oubliées les personnes décédées en EHPAD. Quand finalement, ce chiffre des décès a été révélé, cela a représenté plus d'un tiers des décès totaux. De la même manière, dans ces remontés de chiffres de cas de COVID 19, il faudra attendre 6 semaines pour qu'il évoque la médecine de ville. Jusqu'à présent, il prenait en compte les remontés de SOS médecins. Mais que représente SOS médecins, intervenant essentiellement dans les grandes villes, dans l'activité globale de la médecine générale ? Très peu, quasiment rien, par rapport aux 80.000 médecins généralistes. A ce jour, le syndicat MG France, par les remontés de terrain, évoque 9000 patients décédés à domicile durant la même période. Combien de COVID 19 dans ces 9000 décès ? Dès le début de l'épidémie, les médecins généralistes ont pris en charge tous les malades COVID 19 qui se présentaient à leur cabinet, prenant en pleine figure ce terrible virus et beaucoup furent contaminés avant le confinement. De nombreux médecins généralistes sont décédés. Comme les hospitaliers, les infirmiers, aides-soignantes, ash et secrétaire, personne ne doit mourir en travaillant.

C'est en soit un scandale ! Il ne faut pas l'accepter, comme une fatalité, comme la conséquence intrinsèque du choix que nous aurions fait en choisissant cette voie. Les médecins généralistes décédés avaient pour la plupart du temps plus de 65 ans. Ce qui met en lumière les dégâts causés par la pénurie de médecin, poussant certains d'entre eux à travailler au-delà de 65 ans. Ce fut le cas du Dr Olivier SCHNELLER de Couthenans, village proche d'Héricourt qui fût parmi les premières victimes. Son décès a fortement marqué la population du pays d'Héricourt et le corps médical. A l'angoisse de se rendre au cabinet s'est rajoutée une colère très forte de la part des confrères. Car nous n'avions au début aucune protection. Ils nous restaient les masques chirurgicaux de la crise du H1N1 délivrés par Me BACHELOT, aucun masque FFP2, seul masque à retenir le coronavirus. C'est alors que la solidarité de nos patients a joué à plein. Nous avons reçu de leur part, masques (FFP2), surblouses (en tissu, fait main), visières, gel hydro alcoolique et des gants mais de l'Etat simplement des masques chirurgicaux, une dizaine par semaine. C'est seulement au bout de plusieurs semaines que nous avons commencé à recevoir des masques FFP2 ou équivalent, tous fabriqués en Chine et largement périmés. Le plus choquant est d'apprendre que le 4 mai, de nombreuses grandes surfaces vont pouvoir vendre des masques chirurgicaux qui manquaient tant aux patients infectés et aux professionnels. Malgré ce sentiment d'abandon, les médecins généralistes se sont organisés pour prendre en

charge les patients suspects de COVID. Pour ceux qui le pouvaient, l'examen clinique est organisé dans une pièce dédiée autre que celle de la consultation, rappel téléphonique à J2 et à J7 et réexamen au moindre signe d'aggravation clinique. Rien que dans notre maison de santé, nous en avons vu une centaine (supposé car nous n'avions pas la possibilité de les tester), dont une dizaine hospitalisée et un en réanimation. Cette absence de test, comme l'absence de masque nous a été vendue au début de l'épidémie comme inutile par le gouvernement pour cacher son incurie. Ils n'ont pas eu l'honnêteté de dire qu'ils n'en avaient pas assez. L'austérité prônée par les gouvernements successifs a désarmé les soignants. Ce n'est pas faute de l'avoir dénoncé. C'est pourtant la base de la médecine de tester des patients quand on veut poser un diagnostic. Tester, isoler rechercher les personnes touchées, c'est ce qui est annoncé pour le 11 mai, sous le vocable de brigade. Et là, le médecin généraliste serait au cœur de l'opération. Mais avec quels moyens ? Nous n'avons toujours pas de surblouses, de charlottes et recevons 6 masques FFP2 par semaine. Et qui s'occupera de nos autres patients qui ont déserté nos cabinets suite aux messages gouvernementaux. Rarement, une crise sanitaire n'aura relevé au grand jour à la fois les conséquences des politiques de casse de notre système de santé et le dévouement des professionnels de santé qu'ils soient en libéral ou dans le public. Beaucoup disent que rien ne sera comme avant et que les politiques libérales vont être mises au rencard. Rien n'est moins sûr.

Réouverture des écoles : cynisme et inconscience ...

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance des annonces du gouvernement. Cette volonté d'imposer la réouverture, contre l'avis du Conseil scientifique, ne serait faite que pour des raisons pédagogiques et sociales. Mais qui peut encore croire à cette fable ? Le gouvernement propose et se dédouane totalement. L'organisation et la logistique ont été reléguées aux élus locaux et aux représentants de l'Education nationale (rectorat, inspection académique), sans aucune harmonisation. Certaines communes, en Bourgogne par exemple, ont décidé de ne pas ouvrir leurs écoles. Tout cela est inacceptable. L'Ecole n'est pas une garderie. Cette réouverture ne doit pas se faire, vu que les conditions sanitaires ne seront pas satisfaisantes. Cela demande, en effet, une réflexion et un travail pédagogique intense ainsi qu'une adaptation importante des locaux et des modalités d'accueil (restauration, transports, entretien) qui ne peuvent pas s'improviser en quelques semaines. C'est leurrer les personnels, les élèves et les familles que de leur faire croire que tout sera prêt la semaine du 11 mai. La pédagogie, mis tellement en avant de façon démagogique, est ici totalement sacrifiée. Rien

de plus traumatisant pour un enfant de maternelle ou de primaire que de se retourner à l'école, dans un cadre anxiogène, sans pouvoir jouer avec ses camarades et manger des plateaux repas en salle de classe à 1 mètre de distance de son voisin... On nous parle aussi de lutter contre les inégalités sociales, que ce confinement a accentué. C'est vrai. Mais elles existaient déjà avant l'apparition de ce virus. Ce n'est pas une nouveauté, tous les collègues qui travaillent dans les quartiers défavorisés ou les déserts ruraux peuvent en témoigner. Les moyens et les investissements dans l'enseignement seraient déjà présents si la lutte contre les inégalités était une priorité. Et on ose nous parler d'urgence pédagogique et sociale ! Si cette ouverture prématurée des écoles provoquait une seconde vague du virus, ce gouvernement porterait une lourde responsabilité politique et morale. Il semblerait aussi que le patronat l'ait oublié ou pire que c'est un risque à prendre. En effet, nous ne sommes pas dupes. Tout ce remue-ménage n'a qu'un but : le patronat veut retrouver ses dividendes et « remettre » la

machine libérale en marche. C'est particulièrement cynique et irresponsable, la recherche du profit n'a aucune limite. Il est clair que le capitalisme montre ici son vrai visage.

Un militant enseignant de lycée professionnel.



HOMMAGE AU DOCTEUR ERIC LOUPIAC

Par le Docteur Smaïn Djellouli

C’est toujours triste de perdre un ami. C’est souvent incompréhensible. Et quelque fois, cela provoque la colère.

Le docteur Éric Loupiac, médecin urgentiste à Lons-le-Saunier, délégué syndical de l’AMUF (*Association des médecins urgentistes de France*) et syndiqué à la CGT, est décédé le 23 avril dernier des suites de la COVID 19, après un mois de réanimation à Marseille.

Je suis d’abord triste et accablé car Éric était un ami attachant, un confrère dévoué à la médecine d’urgences et une personne pleine d’humour, très cultivée, en compagnie de laquelle on ne se s’ennuyait jamais.

Puis, je ne comprends toujours pas ce qui lui est arrivé. Éric était en bonne santé, très dynamique et n’avait aucune comorbidité. Il était par ailleurs rigoureux dans sa pratique professionnelle et respectueux des mesures d’hygiène avec les patients. Bref, le Sars COV-2 ne pouvait pas le terrasser.

Enfin, je suis en colère. Quelques jours avant qu’il ne manifeste les premiers symptômes de l’infection, Éric m’avait exprimé son inquiétude et son indignation à cause du manque de masques et de sur-blouses dans son service lorsque sont arrivés les premiers cas de COVID 19. Aussi, comment ne pas être en colère envers l’Administration de l’hôpital de Lons- le-Saunier qui n’a pas donné les moyens suffisants à Éric et aux soignants pour se protéger ?

La communauté médicale et le monde syndical ont perdu un homme de convictions et de combats. Notre camarade n’a pas ménagé sa peine et ses efforts pour soutenir l’hôpital public et ses nobles missions. Sous l’égide de l’AMUF et de la CGT, il a notamment défendu sans relâche



le maintien de la 2^{ème} ligne de SMUR à Lons-le-Saunier. Il a dénoncé inlassablement le manque de moyens et de personnels dans les hôpitaux de Bourgogne/Franche-Comté et l’impéritie des instances sanitaires régionales dans la gestion des crises à l’hôpital. Il était membre assidu du CTRU (*Comité technique régional des urgences*) à l’ARS de Dijon. Au cours des réunions de cette instance, il argumentait avec force et ténacité les revendications de nos syndicats.

Son engagement syndical sans faille, son courage et sa connaissance des dossiers furent des atouts précieux pour l’AMUF et la CGT et pour ses collègues urgentistes.

Éric va nous manquer. Ne l’oublions pas.

Réponse à tous les politiciens qui ont participé à la casse de l’hôpital

Nous avons répondu par courrier aux députés Frédéric Barbier et Denis Sommer de La République En Marche qui ont souhaité nous rencontrer.

En voici quelques extraits :

« Au préalable, nous tenons à vous indiquer que les élus du Parti Socialiste comme du parti Les Républicains auraient pu être destinataires de ce courrier »,

« Nous faisons le constat qu’à travers vos choix politiques, vous avez décidé de dégrader l’hôpital public et les populations d’hier comme d’aujourd’hui en payant les conséquences »,

« Il faut urgemment un changement de politique, il nous faut des moyens supplémentaires. L’épidémie démontre que nous manquons de moyens en lits, en personnel et en matériels dans nos hôpitaux »,

« Le gouvernement en début de crise a été incapable de nous livrer le matériel pour nous protéger et encore aujourd’hui, il est distribué aux comptes gouttes »,

« Notre pays connaît un véritable drame et de nombreuses familles sont endeuillées. Un grand nombre de personnes [...] auraient pu être sauvées si autant de lits et de personnels n’avaient pas été supprimés ces dernières années »,

Et enfin « Si la CGT avait été écoutée par vous et vos familles politiques citées, nous aurions pu affronter cette crise avec des moyens supplémentaires ».

Vous trouverez notre réponse dans sa totalité sur notre facebook ou sur le blog de Factuel.info sous le titre « Courrier adressé aux députés Sommer et Barbier de LAREM ». Vous pouvez aussi nous contacter pour la recevoir par mail.

Les suites de « La Rebelle »

La pression liée au Covid-19 a diminué dans nos services. Nous ne pouvons que nous en réjouir en espérant que nous sommes en train de gagner le combat contre ce virus.

« La Rebelle », journal de liaison de la crise, suit cette évolution et poursuivra son rythme de parution en devenant un mensuel.

Cette crise n’est cependant pas encore finie et laisse entrevoir la « bombe sanitaire » des patients qui n’ont pas pu être pris en charge, faute de moyens humains et de lits, d’un hôpital en crise permanente. Notre combat continue, le prochain numéro sortira le 9 juin.

NOUS CONTACTER,

cgt@hnfc.fr

Fb : CGT Hôpital Nord Franche Comté
03 84 98 35 06 – poste 83506